

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

# **PÉROU**



D 2134 • Pe5 1-15 mars 1997

#### **MOTS-CLEFS**

Prisons **Procès** Terrorisme Guérilla Justice

# LA SITUATION DANS LES PRISONS

Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) le 17 décembre 1996 dans l'ambassade du Japon à Lima, l'attention du monde entier a été attirée sur les conditions de détention dans les prisons péru-

Suite à la prise d'otages effectuée par le viennes. L'amélioration de ces conditions a été dès le départ une revendication majeure du MRTA. L'article ci-dessous, de Lucien O. Chauvin est paru dans Noticias Aliadas, 23 janvier 1997 (Pérou).

À mesure que se prolonge la prise d'otages, le monde entier a le regard tourné vers les prisons du Pérou.

Une des principales revendications des rebelles du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, qui retiennent 73 otages dans la résidence de l'ambassadeur japonais Morihisa Aoki depuis le 17 décembre 1996, est l'amélioration des conditions de vie dans les prisons, particulièrement pour les plus de 400 prisonniers du MRTA qui restent en prison en différents lieux du pays.

Après la libération de 23 otages le 28 décembre, parmi lesquels 2 ambassadeurs et 9 citoyens japonais, les rebelles ont collé une pancarte sur l'une des fenêtres de l'ambassade, sur laquelle on lisait: "Nos prisonniers ne reçoivent pas les mêmes traitements humanitaires" que les otages.

Avec une contradiction apparente, les membres du MRTA exigent que soient améliorées les conditions de leurs camarades emprisonnés en même temps qu'ils

demandent la liberté de tous leurs prisonniers1.

Le système des prisons au Pérou a atteint depuis des années un point limite. La prison de Lurigancho à l'est de Lima, a été construite en 1964 pour abriter au maximum 1 500 prisonniers de droit commun dans 12 pavillons. Actuellement, il y a dans la prison plus de 5 000 inculpés, dont 90 % n'ont pas été jugés.

"Une fois que tu es ici, il n'y a rien à faire. Le gouvernement et les avocats t'oublient. Tu n'existe plus", a dit Jaime Varela, qui accomplit à Lurigancho une peine de 5 ans pour fraude.

Le gouvernement a répondu à la surpopulation des prisons en construisant une

1. En juin 1995, le Congrès a approuvé une loi d'amnistie unilatérale concernant tous les militaires, policiers et fonctionnaires civils ayant commis des atteintes aux droits de l'homme pendant la lutte contre le terrorisme. Pour le président de l'Association pour la défense des droits de l'homme, cette absolution unilatérale pourrait être un élément explicatif du comportement du MRTA (NdT).

dizaine de nouvelles prisons au cours des cinq dernières années et en nommant une commission exécutive pour restructurer tout le système judiciaire. "Il y a environ 150 000 cas en attente de jugement", assure le capitaine retraité de la marine José Dellepiani, désigné par Fujimori pour superviser la réforme.

## Population carcérale

Hommes 20 405 **Femmes** 1 805 Total 22 210

Situation légale

En cours de procès : 16 703

Source: Institut national pénitencier

"Nous sommes très optimistes. Nous espérons que tous les cas accumulés depuis 1995 seront revus au cours des prochains mois", a dit Dellepiani.

Bien que la majorité des détenus, innocents ou coupables, attende des années pour être jugée, c'est le contraire qui se

### SOMMAIRE

≻ PÉROU : La situation dans les prisons (1-2)

> BRÉSIL : Une alternative pour vaincre la faim (3-5)

> AMÉRIQUE LATINE : La biopiraterie dans les relations Nord-

> EL SALVADOR : La promotion de l'archevêque de San Salvador au grade de général de brigade suscite de vives réactions (9-12)

passe pour ceux qui sont accusés de terrorisme. Un système de juges "sans visage" est chargé des cas de terrorisme. Ce système était compris dans les dures lois anti-terroristes appliquées en 1992 après que le président Alberto Fujimori ait dissout le Congrès et le système judiciaire au cours de son "auto-coup d'État"2.

Les visages couverts et les voix déformées, les juges ne permettent pas aux avocats de présenter leurs preuves et les accusés, tout comme les représentants légaux ne peuvent parler que si les juges estiment qu'ils peuvent le faire. Tout le déroulement du jugement pour les personnes accusées de terrorisme ne dure pas plus de deux mois à partir du jour de leur détention.

Des groupes de droits de l'homme locaux et internationaux affirment que les accusés n'ont pas droit à un jugement impartial. Ils signalent que les 700 cas environ de personnes innocentes condamnées par ces juges représentent la raison principale de changer ce système.

Bien qu'il ne réponde pas aux pressions pour changer le système, le président Fujimori a nommé une commission de trois personnes pour examiner le cas des innocents condamnés pour terrorisme3. Au cours des premiers mois de travail, la commission a obtenu le pardon présidentiel pour environ 100 personnes, la majorité ayant été injustement accusée de terrorisme et condamnée à des peines allant de 20 ans de prison jusqu'à la perpétuité. Cependant, la prise de la résidence de l'ambassadeur japonais a fermé cette petite porte.

Une volontaire liée à l'Église catholique, qui visite les prisonniers, a indiqué que la prise des otages du MRTA a mis fin aux espérances de ceux qui pensaient retrouver la liberté et a augmenté les tensions entre les prisonniers.

"Nous avons des listes de personnes qui devaient sortir pour Noël, et il est sûr que ces listes seront annulées", a dit la volon-

## Cf. DIAL, D 1687 (NdT).

3. Cette commission est composée du ministre de la justice, du défenseur du peuple et d'un prêtre belge, le père Hubert Lanssier, qui vit au Pérou depuis 30 ans, cf. DIAL D 2112 (NdT).

taire, qui a demandé de garder l'anonymat.

Les conditions faites aux prisonniers accusés de terrorisme sont très dures, même par rapport aux conditions habituelles du Pérou. Le leader du MRTA Victor Polay Campos, demeure dans une petite cellule à la base navale de Callao, à l'ouest de Lima. Il peut recevoir la visite d'un membre direct de sa famille une fois par mois et il n'a pas droit au matériel nécessaire pour écrire. Il lui est permis de sortir de sa cellule dépourvue de fenêtre, 30 minutes par jour.

La prison de haute sécurité de Yanamayo à 3 800 mètres d'altitude dans le département de l'Atiplano de Puno à la frontière avec la Bolivie a été sévèrement critiquée pour les conditions de détention. Des inculpés restent dans des petites cellules de ciment sans vitres aux fenêtres, bien que la température descende la nuit à 0 degré. On permet aux prisonniers de rester moins d'une heure par jour au soleil.

Mgr José Dammert Bellido, ex-président de la Conférence épiscopale du Pérou a dit qu'il était indispensable de revoir le système de prisons du pays.

Francisco Soberón, président de l'association Pour la défense des droits de l'homme, fait remarquer que les visites réduites de même que le froid et une nourriture pauvre - les prisonniers reçoivent une tasse de thé et des galettes au petit déjeuner - violent les normes internationales. Le gouvernement consacre que 0,35 dollar US par jour pour l'alimentation de chaque prisonnier. Une révision des conditions de vie dans les prisons - demande que partagent, selon les dernières enquêtes, 76 % des 23 millions de Péruviens - pourrait être la meilleure carte entre les mains du gouvernement pour négocier avec le MRTA et obtenir la libération de la totalité des otages.

Traduction DIAL - En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

# Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru

Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru! (MRTA) fut créé en 1984 par un groupe se déclarant marxiste-léniniste, dissident du Parti socialiste révolutionnaire (PSR). Le PSR quant à lui fait son apparition dans les années 70 et soutient le gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado<sup>2</sup>, et le Mouvement de la gauche révolutionnaire-Le militant (MIR-EM). Ce dernier était à la fois une scission du MIR historique, fondé par un groupe de jeunes issus de l'APRA<sup>3</sup> rebelle. Inspiré par la révolution cubaine, le MIR se trouvait à la tête de la guérilla des années 60.

Des militants d'autres groupuscules de la gauche péruvienne "éclatée" rejoignirent le MRTA.

L'analyste péruvien Eduardo Cáceres explique que le MRTA se définit en termes idéologiques comme "une organisation politicomilitaire de tendance marxiste-léniniste. Sans disposer d'un véritable programme, son projet est la guerre révolutionnaire contre l'État".

Il peut être défini comme une organisation d'inspiration relativement guévariste (en référence au Che Guevara) qui se situe comme le bras armé du projet populaire péruvien. Elle s'est opposée à l'État et au Sentier lumineux dans le but d'ouvrir un espace pour la construction du pouvoir populaire au Pérou".

Source: Noticias Aliadas, 16 janvier 1997

1. Tupac Amaru fut le dernier empereur inca et fut exécuté par Pizarro en 1572 (NdT).

2. Ce gouvernement militaire nationaliste a effectué au Pérou d'importantes réformes dont la réforme agraire et la nationalisation du pétrole aux mains des États-Unis. Il est destitué en 1975 par le général Francisco Morales Bermudez. 3. L'APRA, Alliance populaire révolutionnaire américaine fut fondée en 1924 à Paris par Victor Harga de la Torre. Son

programme nationaliste et populiste attirait en même temps les masses paysannes et indiennes ainsi que les intel-

lectuels péruviens (NdT).

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org. Abonnement annuel: France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50 Fax (1) 45 55 28 13.